Grenoble, ville moderne. Trajectoire d'un récit urbain (19e-21e siècle)

Karine Basset, Jean-Michel Roux

▶ **To cite this version:**

Karine Basset, Jean-Michel Roux. Grenoble, ville moderne. Trajectoire d'un récit urbain (19e-21e siècle). 2020. halshs-03612103

HAL Id: halshs-03612103
https://shs.hal.science/halshs-03612103

Preprint submitted on 24 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Grenoble, ville moderne. Trajectoire d'un récit urbain (19e-21e siècle)

Karine Basset (Laboratoire de Recherche historique Rhône-Alpes) et Jean-Michel Roux (laboratoire PACTE)

Chapitre à paraître en 2022 dans *Récits de ville*, Rennes, Presses universitaires de Rennes

> « Dans un cadre on ne peut plus soumis à la nature, Grenoble est une ville à vocation essentiellement moderne. » (Claude GLAYMAN, *50 millions de Grenoblois*, Paris, Robert Laffont, 1967, p. 29)

Introduction

Il n'est guère, sans doute, de récit urbain en France plus connu et disséqué que le « mythe de Grenoble », sans doute en raison de son originalité. Quand nombre de ces récits ont pour fonction d'ancrer les villes dans une temporalité la plus ancienne possible, celle des lointaines origines, dont elles tireraient leurs fondamentaux, la particularité du récit grenoblois est de s'appuyer à l'inverse sur l'idée d'une modernité constamment renouvelée. Cette idée est toute entière contenue dans la figure métonymique du « laboratoire urbain » à laquelle Grenoble est identifiée depuis les années 1960, soulignant la propension d'une ville à expérimenter, à innover et à répondre ainsi aux enjeux du présent tout en « construisant l'avenir »[1]. Cette figure, qui n'est pas seulement rhétorique mais semble dotée d'une véritable capacité performative, dénote un récit porteur d'une représentation singulière de l'historicité urbaine[2], inlassablement réitéré par les acteurs de la ville, à l'instar de Michel Destot, maire (1995-2014) en préface d'un ouvrage sur l'histoire de Grenoble :

> « L'intérêt des Grenoblois pour leur histoire pourrait apparaître excentrique. Grenoble est en effet de toutes les villes de France la plus réputée pour avoir ses regards tournés vers l'avenir. La recherche et l'innovation grenobloises s'inscrivent dans une longue tradition, entamée au milieu du 19e siècle avec l'invention de la houille blanche par l'ingénieur Aristide Bergès. [...] Cette faculté d'être toujours à la pointe du progrès se manifeste également dans bien d'autres domaines : Grenoble est depuis les années soixante une ville d'expérimentation sociétale et sociale[3] ».

Le récit grenoblois interroge ainsi en premier lieu les représentations et usages des temps qui se déploient dans le champ des politiques urbaines[4]. Les analyses se sont, de ce point de vue, focalisées sur la période durant laquelle le récit de ville fut institué comme « mythe moderne »[5], les décennies 1960 et 70, mais on s'est peu interrogé sur la manière dont s'est construite, sur la durée, la singularité

[1] AMBROSINO Charles et NOVARINA Gilles, « L'indépassable "laboratoire grenoblois" ? », *Métropolitiques*, 2 mars 2015 [https://www.metropolitiques.eu/L-indepassable-laboratoire.html].

[2] Sur la notion d'historicité et ces différents usages dans le champ de l'histoire, cf. BANTIGNY Ludivine, « Historicités du 20e siècle », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 117, janv-mars 2013, p. 13-25.

[3] DESTOT Michel, in René FAVIER (dir.), *Grenoble. Histoire d'une ville*, Grenoble, Glénat, 2010, p. 8.

[4] Cf. LUSSAULT Michel, « Temps et récit des politiques urbaines », in Thierry PAQUOT, *Le quotidien urbain*, Paris, La Découverte, 2001, p. 145-166.

[5] Cf. notamment BRUNETEAU Bernard, « Le "mythe de Grenoble" des années 1960 et 1970. Un usage politique de la modernité », *Vingtième Siècle. Revue D'histoire*, n° 58, 1998, p. 111-126.

de cette identité urbaine étroitement associée à une manière de concevoir le temps. Nous montrerons ici que le temps court de l'invention du mythe de Grenoble comme « ville du vingtième siècle » ne constitue qu'un moment d'une trajectoire de représentation de la temporalité urbaine, qui plonge ses racines dans les ressources d'un récit de fondation classique et se prolonge encore aujourd'hui. Il s'agira d'identifier les principales étapes et modalités de l'actualisation de ce récit, afin d'éclairer les rapports que celui-ci entretient avec la mémoire, entre rupture et continuité, et le changement urbain.

1. Possibilités d'un récit de fondation et émergence du mythe moderne

Un premier récit urbain classique

La plupart des grandes villes françaises cherchent à faire remonter leur origine le plus loin possible dans le temps, par l'exhumation de traces archéologiques ou archivistiques. Cette quête de la fondation amène parfois à convoquer histoire et archéologie imaginaires dans le but d'affirmer la singularité d'un espace en le territorialisant[6]. Grenoble n'échappe pas à la règle, revendiquant une antique si ce n'est prestigieuse fondation attestée par la lettre d'un ancien lieutenant de César (43 av. J.C.). Cette archive originaire évoque l'existence d'une bourgade primitive nommée Cularo en territoire allobroge et porte la création d'un point de franchissement de l'Isère. La création de ce pont par l'armée romaine est interprétée comme l'acte fondateur d'une ville dont on ignore encore la date du premier établissement.

Pour le reste, avant de s'inventer comme ville moderne, Grenoble s'affirme dans un récit de capitale régionale à vocation militaire. Ce récit, produit et réitéré jusqu'au milieu du vingtième siècle, fournit les thèmes fondateurs d'une imagerie urbaine que le récit de modernité ne fera pas disparaître. Les guides touristiques du Syndicat d'Initiative de Grenoble fondé en 1889, dessinent ainsi le profil d'une ville de province dont le « génie » s'inscrit dans la durée de l'histoire et dans l'écrin de sa géographie :

> « Grenoble (alt. 214 m.), ancienne capitale du Dauphiné, chef-lieu du département de l'Isère, compte une population de 65 000 habitants. Elle est le siège du 14e corps d'armée, d'un évêché, d'une cour d'appel et d'une université. Située au confluent de l'Isère et du Drac dans la magnifique plaine du Graisivaudan, et entourée de montagnes imposantes, Grenoble est assurément sans rivale en France au point de vue pittoresque.[7] »

Elle vaut le détour, selon le même guide, pour la richesse des collections du *Musée de Grenoble*, le *Palais de Justice* (anc. Parlement, pl. St-André), la *Cathédrale* et le *Monument du centenaire de la Révolution française* sur la place Notre-Dame et, last but not least, le *Château d'eau* de la place Grenette et la *Fontaine du Lion.* Ces dernières « curiosités » témoignent de l'importance, dans ce récit premier, du motif de l'eau, qui nourrira amplement le mythe moderne. Grâce aux progrès du génie civil, le récit du combat contre les débordements du Drac et de l'Isère[8] se mue au cours du 19e siècle en allégorie d'une ville qui, maîtrisant enfin ses cours d'eau, peut maîtriser son destin.

---

[6] DETIENNE Marcel, « L'art de fonder l'autochtonie. Entre Thèbes, Athènes et le français de "souche" », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°69, janvier-mars 2001. *D'un siècle l'autre*, p. 105-110.

[7] Syndicat d'Initiative de Grenoble (livret-guide publié par le), *Grenoble et le Dauphiné*, Grenoble, Imprimerie Allier Frères éditeurs, 1898.

[8] En 1219 la rupture d'un barrage naturel dans les gorges de la Romanche provoqua la destruction complète de la ville.

La ville de Grenoble, glorieuse de son passé, et pleine de confiance dans l'avenir, par Firmin Gauthier, 19e siècle, Ville de Grenoble, Bibliothèque municipale, Pd.4 (51).

L'invention d'un destin alpin

La mutation du rapport esthétique et sensible à la montagne en lien avec le tourisme, entre autres de sports d'hiver, et la mutation industrielle et intellectuelle majeure que constitue le développement de l'hydroélectricité lui permettent de s'inventer ce nouveau destin. Dans la deuxième moitié du 19e siècle un nouveau récit émerge, articulé sur l'idée de modernité et non exempt d'incantations mythologiques lorsqu'il met en scène l'opposition du génie technique et industriel aux forces archaïques de la nature et de la tradition (rurale, montagnarde)[9]. A défaut de se distinguer par sa démographie ou son importance politique, Grenoble devient la ville de l'innovation. La découverte de la « houille blanche » avec comme figure de proue l'industriel papetier et ingénieur hydraulicien Aristide Bergès, et l'invention des « Alpes » constituent les motifs premiers de cette thématique du progrès en marche, appelée à devenir hégémonique au sein du récit grenoblois. Grenoble passe du statut de « gardienne de la frontière des Alpes » à « capitale alpine » pour reprendre les expressions des géographes Paul et Germaine Veyret[10]. La création de l'Institut électrotechnique (1900) et de l'Institut de Géographie Alpine (1907) témoignent dans les premières décennies du 20e siècle d'une orientation nouvelle des élites intellectuelles vers l'espace alpin. Comme le soulignent A. Dalmasso et E. Robert, c'est alors que :

[9] DALMASSO Anne, « L'ingénieur, la Houille Blanche et les Alpes : une utopie modernisatrice ? », *Le Monde alpin et rhodanien*, 2001/3, p. 25-38.

[10] VEYRET Paul et Germaine et GERMAIN F., *Grenoble capitale olympique*, Grenoble, Arthaud, 1967.

> « se met en place un fonctionnement lobbyiste université-industrie-municipalité, d'abord pour fonder des enseignements et laboratoires techniques à Grenoble, sur financements municipaux et privés, puis pour pérenniser ces initiatives grâce à l'aide de l'Etat. Ce mode de fonctionnement est au cœur du système grenoblois de développement scientifique[11] ».

La nouvelle orientation se renforce dans la période de l'Entre-deux-guerres sous la municipalité de Paul Mistral (1919-1932), lorsque la ville se crée un nouveau territoire en s'affranchissant définitivement des enceintes militaires devenues inutiles. Elle essaie alors de traduire en modèle urbain son projet technologique, économique et social en faisant appel à l'architecte Léon Jaussely pour son premier Plan d'Aménagement, d'Extension et d'Embellissement[12]. Celui-ci se concrétisera essentiellement par la transformation du champ de manœuvre en vaste parc public et par la construction de cités jardins ayant comme objet de produire un homme nouveau.

Au terme de cette première séquence le récit de la « ville de l'innovation », appuyée sur son savoir-faire industriel et tirant profit de son cadre montagnard et sa situation de confluence, est donc déjà bien constitué. Ce récit, dont l'argumentaire fut fourni par les travaux du géographe Raoul Blanchard, servit la promotion de Grenoble comme capitale d'une grande région des Alpes françaises[13] et culmina lors de l'Exposition internationale de la houille blanche et du tourisme en 1925[14]. L'édification dans le parc d'exposition, dont Léon Jaussely est l'architecte, d'une tour en béton moulé signée Auguste Perret constitue le symbole durable de la nouvelle ambition de Grenoble, à la fois modernisatrice et hégémonique à l'échelle alpine. L'édition 1919 du livret-guide publié par le Syndicat d'Initiative de Grenoble témoigne de ce changement de mise en récit :

> « Tout voyage en Dauphiné doit normalement commencer par la visite de Grenoble, que les touristes et les savants, souvent réunis en congrès dans ses murs, se sont plus à proclamer la *Reine et la Capitale des Alpes françaises* ».

La *célèbre Université* avec son *Ecole de papeterie* et son *Institut Electrotechnique* passe désormais au premier plan des visites d'une Grenoble « centre des *industries* florissantes de la papeterie, de la ganterie, des ciments et aussi d'industries électrochimiques et métallurgiques auxquelles les richesses en *houille blanche* des vallées voisines ont donné un essor remarquable[15]. »

2. Refondation. Grenoble ou la ville du court vingtième siècle

Si l'on admet la date de 1925 et l'Exposition Internationale comme temps fort de la mise en récit d'une ville vouée au projet de modernité, renouvelant l'identité urbaine d'une ville parlementaire et

[11] DALMASSO Anne et ROBERT Eric, « Dynamiques industrielles et affirmation d'une modernité », in René FAVIER (dir.), *Grenoble. Histoire d'une ville*, Grenoble, Glénat, 2010, p. 116.

[12] Cf. DELACOURT Laurent, *Léon Jaussely (1875-1932) : un urbanisme éclectique*, thèse d'urbanisme et aménagement, sous la direction de Gilles NOVARINA, Grenoble, Université Pierre Mendès France Grenoble 2, 2007.

[13] VEITL Philippe, *L'Invention d'une région : les Alpes françaises*, Grenoble, PUG, 2014.

[14] BLANCHARD Raoul, *Grenoble. Etude de Géographie urbaine*, Paris, Armand Colin (2e éd.), 1912 et BLANCHARD Raoul, *Exposition internationale de la houille blanche et du tourisme. Rapport général*, Grenoble, Grands Etablissements de l'Imprimerie générale, 1925.

[15] SYNDICAT D'INITIATIVE DE GRENOBLE ET DU DAUPHINE (livret-guide publié par le), *Grenoble et le Dauphiné*, Grenoble, Grands établissements de l'imprimerie générale, 1919, p. 8.

militaire, quarante ans après est venu le moment à la fois de sa confirmation et de sa régénération. En effet, la séquence qui débute en 1965 avec l'élection d'Hubert Dubedout et la préparation des Jeux Olympiques d'hiver constitue un moment décisif d'affirmation du récit urbain, entendu comme la mise en œuvre conjointe, par les acteurs de la ville et par les observateurs extérieurs, d'un registre identitaire donnant sens à l'action urbaine[16].

Ce récit s'est déployé à travers une pluralité de registres et dispositifs discursifs, non pas dans une relecture *a posteriori* des faits, mais il s'est installé dans le temps même de la transformation urbaine vécue comme une accélération, entre les années 1965 et 1975. La conjonction de l'événement olympique et de l'arrivée au pouvoir municipal d'une équipe dite « nouvelle gauche » suscita en effet une profusion de publications ; les observateurs (journalistes, politiques ou chercheurs) scrutant avec attention l'action expérimentale pour adapter les structures économiques et sociales de la ville à une formidable expansion démographique. C'est dans cette période que s'est imposé le registre lexical du « laboratoire », soutenant l'idée d'un renouveau. L'événement olympique joua du point de vue de la mise en récit un rôle décisif. Dès 1967, le relais médiatique de la préparation des Jeux, soutenu par l'avènement de la retransmission télévisée en couleur, a permis d'imposer à la France toute entière l'image éclatante de modernité de la « ville de béton, de métal et de verre[17] », « ville jaillissante, nette, ville du 20e siècle[18] ». La même année Pierre Mendès-France, candidat à la députation de Grenoble, évoque, en préface à un ouvrage qui contribue à ériger Grenoble en modèle national, le « mythe de Grenoble […] qui exprime, au fond, une foi agissante en l'expansion et doit donc en faciliter la réalisation[19] ». Ainsi est soulignée la particularité d'un récit qui, dans un double mouvement temporel, ancre le destin de la ville dans le moment où elle affirme son adhésion au projet de modernité et constitue ce projet en unique horizon d'attente.

Un récit incarné dans l'action urbaine

A première vue, l'élection « surprise » de l'équipe menée par Hubert Dubedout, ingénieur et ancien officier de marine embauché par le professeur Louis Néel au Centre d'Etudes Atomiques en 1958, ne fait que prolonger la ligne de sens première du récit modernisateur articulée autour de la figure de l'ingénieur et du couple industrie-recherche. Cette ligne de sens trouvera d'ailleurs pleine confirmation avec la création en 1971 d'une ZIRST (zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques), base de la première « technopole » française, sur un site de l'agglomération grenobloise. Mais ce sont les dimensions inédites conférées à la politique de la ville qui imprimèrent une coloration nouvelle au récit grenoblois. On peut dire que l'invention d'un langage de l'action urbaine (l'équipe au pouvoir se nomme « union socialiste et action municipale ») constitue le propre de la narration municipale dans la période 1965-1983. Ce langage est ajusté à l'idéal d'un espace urbain propice à la réalisation de la cité sociale et humaniste capable, pour reprendre les termes de l'urbaniste Anatole Kopp de « changer la ville pour changer la vie[20] ». Il inscrit au cœur du projet de ville les questions du

[16] LUSSAULT Michel, « Des récits et des lieux : le registre identitaire dans l'action urbaine », *Annales de géographie*, n°597, 1997, p. 522-530.

[17] *Visages de France*, revue du Commissariat général au tourisme, *spécial Grenoble*, septembre 1967.

[18] *Le Monde*, 20 février 1968.

[19] « Préface » à Claude GLAYMAN, *50 millions de Grenoblois*, *op. cit.*

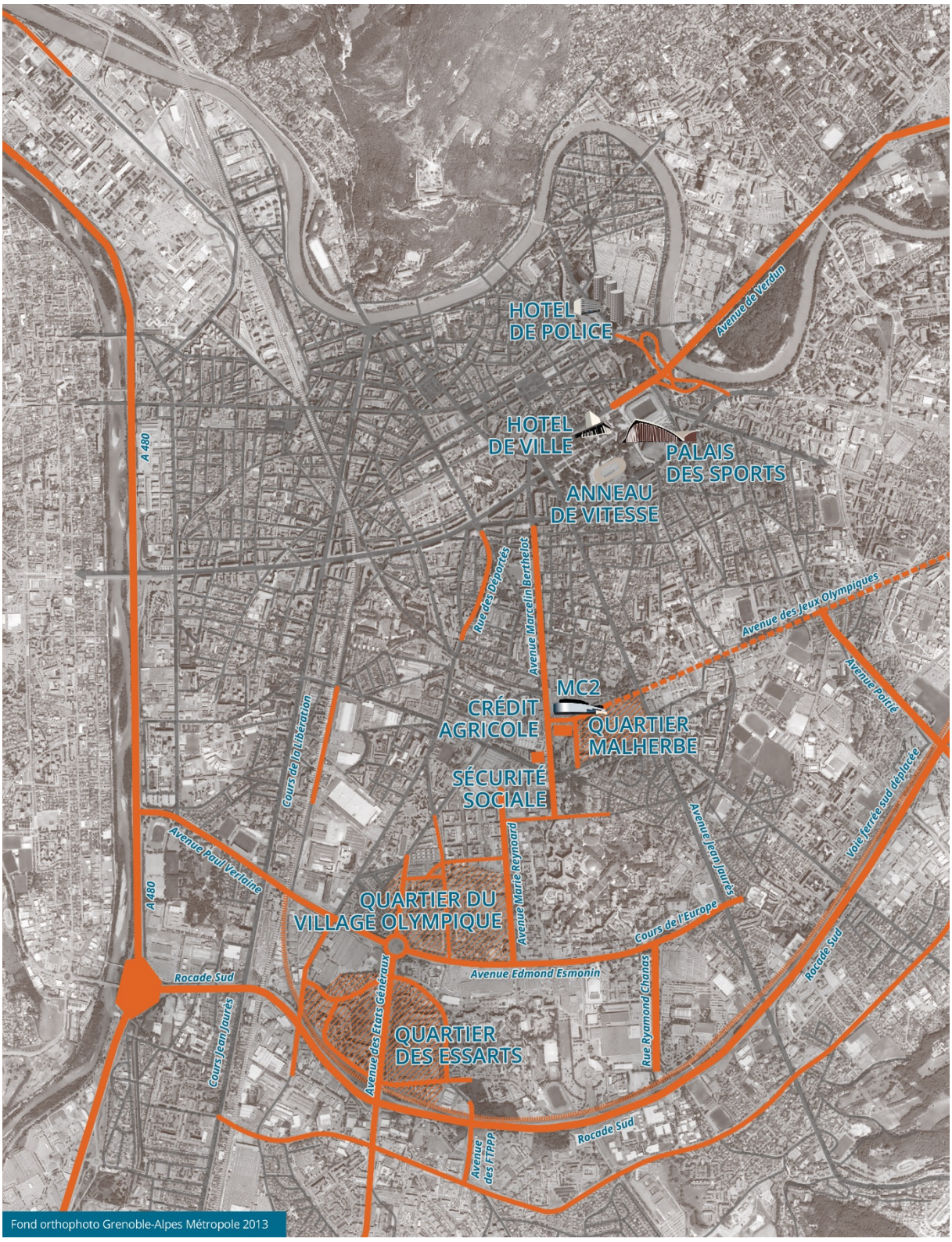
[20] KOPP Anatole, *Changer la vie, changer la ville. De la vie nouvelle aux problèmes urbains*, Paris, Union générale d'éditions, 1975.

welfare et de la liberté individuelle et collective, propres au récit de la « ville du vingtième siècle », tel qu'identifié par le théoricien de l'urbanisme Bernado Secchi[21].

Ce type de récit suppose l'affirmation d'une rupture ou du moins d'une démarcation nette d'avec le passé. Dans le cas grenoblois, cette prise de distance se lit dans la quête obstinée d'une forme d'autonomie municipale. C'est le sens qui a pu être donné au geste quasi inaugural de la municipalité Dubedout, le rejet du plan d'urbanisme proposé par l'architecte Henri Bernard sous la précédente municipalité gaulliste, perçu comme un projet « d'Etat », éloigné de la réalité du terrain grenoblois et peu conforme aux nouvelles aspirations urbaines[22] .

L'attitude de la ville vis-à-vis de l'événement olympique constitue un autre indicateur du sens porté par le nouveau récit urbain. On sait en effet qu'Hubert Dubedout assuma difficilement l'accueil des Jeux, dont il hérita également de la municipalité précédente. Par la suite, aucune célébration des Jeux ne sera organisée avant 2008. Alors même que leur organisation fut l'occasion de mettre en scène dans l'espace urbain tout un ensemble de symboles de la modernité, notamment artistiques et culturels[23], les Jeux de 1968 n'ont pas été constitués en motifs identitaires, à l'inverse d'autres villes d'accueil comme Innsbruck ou Albertville. Autrement dit, les Jeux de 68 n'apparaissent pas véritablement dans le récit urbain comme un événement initial, ce « début significatif prêt à aller dans le sens d'un procès historique[24] » que, selon Marcel Détienne, la fondation semble exiger. Une des explications est sans doute à chercher du côté de la symbolique politique : l'événement olympique, impulsé par l'Etat gaulliste, ne permettait probablement pas d'illustrer les nouvelles lignes de sens du récit porté la municipalité de « nouvelle gauche » : l'attention au cadre de vie, à la vie sociale et culturelle, à l'éducation et à la participation du plus grand nombre à la vie de la cité, tout autant que la compétitivité économique et la croissance urbaine.

[21] SECCHI Bernardo, *La ville du vingtième siècle*, Paris, Editions Recherches, 2009.
[22] Nous nous permettons de renvoyer ici à notre article, BASSET Karine, MARTIN Dorian et ROUX Jean-Michel, « L'urbanisme grenoblois à l'épreuve des Jeux olympiques. Temporalités, récits et mémoires d'une grande transformation urbaine », *La Pierre & l'Ecrit. Revue d'histoire et du patrimoine en Dauphiné*, 29/2018, p. 163-193.
[23] Le symposium d'art contemporain, organisé en 1967 à la ville des Jeux, marque l'ensemble de l'espace urbain du sceau de la modernité, les œuvres étant installées à l'endroit des nouveaux équipements majeurs (nouvelle gare, campus, hôtel de ville, Village olympique).
[24] DETIENNE Marcel, *art. cit.*, p. 105.



Les propositions inscrites dans les mailles du plan Bernard, réalisées dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques – Fonds orthophoto Grenoble-Alpes Métropole 2013

On peut interpréter de même l'invisibilisation relative dans le récit de l'action urbaine des pièces architecturales et urbanistiques - pourtant innovantes mais associées au plan Bernard qui les avait programmées - comme le Village olympique ou le centre de presse reconvertis en unités d'habitations.

A contrario, l'ensemble d'habitation dit de la Villeneuve, autre pièce urbaine imaginée autour de 1968, a constitué immédiatement la figure spatialisée du récit moderniste grenoblois. Projet phare de la politique d'aménagement portée par Jean Verlhac, influent adjoint à l'urbanisme puis premier conseiller municipal, l'urbanisation de la ZUP intercommunale de Ville neuve allait incarner durablement une forme d'utopie concrète conforme aux aspirations des nouveaux élus et de la classe « moyenne » qu'ils représentaient[25]. Avant de se retourner en son image dystopique[26] la Villeneuve, pièce urbaine circonscrite, contient symboliquement toute la dimension d'« imagination créatrice » revendiquée par la municipalité, articulant aménagement fonctionnel, politique du logement social et de l'emploi et bien être individuel. A cela s'ajoutent l'action culturelle et la politique de la jeunesse, qui constituent une autre dimension constitutive du récit urbain dans cette période, inscrite dans l'héritage humaniste du mouvement *Peuple et Culture*[27], lui-même ancré symboliquement dans le temps de la Résistance et de la refondation.

La Ville neuve, photographiée par Honoré Parise, années 1970 - Fonds H. Parise

Ainsi la séquence couverte par les trois mandats Dubedout consacre-t-elle un récit de modernité quasi archétypal, faisant de Grenoble une ville de l'âge d'or du « court vingtième siècle »[28]. Ce récit singulier s'est certes constitué comme mythe urbain auto-réalisateur depuis la fin du 19e siècle, mais la période « nouvelle gauche » lui a conféré une *aura* particulière en le refondant : la ville n'est pas seulement née comme ville de l'innovation industrielle et technologique, elle est également le lieu où s'invente

[25] PARENT Jean-François et SCHWARTZBROD Jean-Louis, *Deux hommes, une ville. Paul Mistral, Hubert Dubedout*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1995, p. 82-97.

[26] « Villeneuve, l'utopie à l'agonie », *Le Postillon*, décembre 2009.

[27] ROUDET Bernard, « Une politique de la jeunesse à l'aune de la citoyenneté, Grenoble années soixante-dix », in *Education populaire, le tournant des années 70*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 165-211.

[28] HOBSBAWM Eric, *L'âge des extrêmes. Une histoire du court vingtième siècle, 1914-1991*, Paris, Complexe, 1999.

« l'utopie d'une politique globale de la ville[29] » ; à tout le moins un modèle de vie urbaine qu'Hubert Dubedout tentera de promouvoir au niveau national[30] avant de devoir céder sa place au niveau municipal à une équipe de la droite conservatrice et libérale.

3. Actualisation. Prolongement des lignes de sens d'un récit urbain (1983-2014)

D'Alain Carignon, maire Rassemblement Pour la République (1983-1995) à Éric Piolle, élu en 2014 sur une liste de rassemblement citoyen et écologistes, en passant par la mairie socialiste de Michel Destot (1995-2014), les principales lignes de sens du récit de la ville moderne semblent se prolonger. Grenoble se perçoit et est perçue comme une ville jeune, dynamisée par ses ingénieurs et entrepreneurs, peu soucieuse de son passé, toujours appuyée sur son triptyque gagnant industrie-municipalité-université, même si tout cela est en contradiction de plus en plus flagrante avec une réalité économique et sociale bien plus contrastée. Le constat sévère dressé dès la fin des années 1970 par Pierre Frappat, professeur d'économie et ancien conseiller municipal aux côtés de Dubedout[31], n'invalide pas le récit : le mythe n'est « blessé » que parce que l'imagination créatrice s'est alors affaiblie.

Une symbolique politique maintenue malgré la « crise du mythe »

Le choc électoral non anticipé de 1983, qui vit une droite décomplexée menée par Alain Carignon reconquérir Grenoble, n'infléchit en rien ce récit, comme le montre l'interprétation médiatique qui fut donnée à l'événement. Selon le journaliste Brunot Frappat, la modernité y est désormais incarnée par ce maire trentenaire, leader d'une droite locale « jeune, ardente et surprenante » qui sut mener une « campagne moderne » avec le slogan : « Oui, ensemble pour construire l'avenir »[32]. Certes avec Alain Carignon, employé de la Chambre de commerce et d'industrie, la modernité grenobloise semble s'être sociologiquement déportée des cadres ingénieurs et techniciens aux industriels et commerçants. Mais ces derniers portent les qualités requises des agents de la modernité : ce patronat grenoblois est « aussi local que dynamique ». Bref, en préférant le jeune Carignon à un Dubedout vieillissant, éloigné de sa ville et représentant d'une gauche désormais essoufflée, les électeurs grenoblois n'auraient pas inauguré un changement de récit : la ville reste un « laboratoire » qui aurait simplement « changé de patron »[33].

Durant toute la période et jusqu'à la chute de la municipalité entraînée par les « affaires », la presse nationale s'est plu à souligner la grande continuité des politiques urbaines sur les thèmes majeurs du « laboratoire », comme l'urbanisme ou la culture[34]. Alain Carignon inscrivit de fait l'héritage d'Hubert Dubedout dans le récit urbain. En 1986, il célèbre l'ancien maire décédé lors d'une excursion en montagne comme le héros fondateur de la ville moderne, marquant de son empreinte la mémoire collective des Grenoblois : « Hubert Dubedout avait une passion : sa ville. Il restera dans la mémoire collective des Grenoblois comme l'homme qui a donné son envol à la ville, la rendant vivante, moderne, attractive. » (*Le Monde*, 4 septembre 1986).

[29] ROUDET Bernard, *art. cit*., p. 208.

[30] Dans son rapport au Premier ministre du président de la Commission nationale pour le développement social des quartiers, *Ensemble refaire la ville*, Paris, La Documentation française, 1983.

[31] FRAPPAT Pierre, *Grenoble le mythe blessé*, Editions Alain Moreau, 1979.

[32] FRAPPAT Bruno, « Grenoble : le "labo" brisé » », *Le Monde*, 8 mars 1983.

[33] « L'éternel retour de Grenoble », *Le Monde*, 30 avril 1984.

[34] FRANCILLON Claude, « Le maire (R.P.R.) de Grenoble reprend avec enthousiasme les dossiers de son prédécesseur socialiste », *Le Monde*, 12 juillet 1983.

Cependant le récit de la ville moderne se prolonge sous Alain Carignon essentiellement dans sa dimension technopolitaine. Le nouveau maire multiplie les projets (grands équipements culturels, infrastructures autoroutières, aménagements urbains) en mettant l'accent sur « l'environnement » nécessaire aux entreprises et aux unités de recherche et assure constamment aux Grenoblois « qu'il(s) prépare(nt) l'avenir[35] ». C'est sur la presqu'île devant accueillir le « polygone scientifique » et le centre d'affaire Europôle que s'écrira l'avenir radieux de Grenoble[36], entre projet des chercheurs et projet des entrepreneurs, dans une période de déclin industriel qui n'incite pourtant pas à l'optimisme. Après deux années comme ministre délégué à l'Environnement, A. Carignon se fait réélire à Grenoble en ouvrant la liste municipale à des personnalités de gauche, comme le socialiste Guy Névache ou l'écologiste Haroun Tazieff[37]. Il parvient alors à ajouter une nouvelle corde à l'arc du laboratoire : le « plan pour l'environnement » adoptée par la municipalité est « destiné à faire de Grenoble une ville pilote en matière de protection de la nature et la qualité de vie » (*Le Monde*, 16 octobre 1999). Ce plan restera sans grandes réalisations, mais le motif de la ville écologique sera, lui, promis à un bel avenir.

Les faits qui conduisent à la condamnation judiciaire d'Alain Carignon pour corruption et au retour des socialistes aux affaires municipales offrent encore au récit la possibilité de remplir sa fonction mythologique[38]. En 1965, Hubert Dubedout avait été élu à la suite d'une mobilisation citoyenne pour obtenir la gestion municipale de la distribution de l'eau. Trente ans plus tard, la privatisation de la régie de l'eau – trahison de l'héritage – conduit à la chute de son successeur[39]. Michel Destot, dauphin autoproclamé de Dubedout au Parti Socialiste, élu maire en 1995, a une tâche toute trouvée : œuvrer à la restauration de l'intégrité du mythe. Après dix années de purgatoire, les thèmes désormais classiques ressurgissent : Grenoble « redevient un laboratoire d'expérimentations sociales » (*Les Echos*, 12 juin 2009) et un « laboratoire politique » (*Le Monde*, 15 mai, 2006) tout autant qu'une « technopole modèle » (*La Tribune*, 31 mars 2006).

La production de mémoires urbaines modernistes

La période couverte par les deux premiers mandats Dubedout, constitue la période historique de référence[40] pour le récit urbain officiel endossé par les municipalités suivantes : c'est en référence à ce moment que le présent est interprété et les lignes d'actions pour le futur justifiées, mais c'est aussi à l'aune du « mythe » que s'élabore le rapport au passé.

En effet, le mythe fondateur articulant les thèmes du dynamisme innovateur, industriel et politique de la ville est suffisamment puissant pour que désormais tout le passé de la ville puisse être réinterprété selon ses lignes de sens. Plusieurs mémoires urbaines se constituent, qui soulignent des aspects différents de la modernité grenobloise. Dans la version technophile du récit, l'industrie de l'énergie (houille blanche puis nucléaire) et les micro et nanotechnologies tendent à effacer des pans entiers d'une ancienne industrie locale diversifiée (ganterie, agro-alimentaire, cycle, viscose…). Mais on note parallèlement la prise en charge d'une mémoire ouvrière et populaire par une certaine historiographie (Vital Chomel) relayée par la muséographie inventive et engagée du Musée dauphinois[41]. La valorisation de cette mémoire sociale s'énonce dans le même registre de l'innovation : on célèbre la

[35] « Les escalades d'Alain Carignon », *Le Monde*, 4 septembre 1987, supplément « Spécial Grenoble », p. 4.
[36] « La presqu'île du futur entre Drac et Isère, a commencé de se bâtir dans le Grenoble de l'an 2000 », *Le Monde,* 4 septembre 1987, supplément « Spécial Grenoble », 12 p.
[37] « La campagne de M. Alain Carignon à Grenoble. L'ouverture à l'envers », *Le Monde*, 18 janvier 1989.
[38] BOUMAZA Nadir, « Grenoble, un mythe urbain moderne », *Revue de Géographie Alpine*, t. 85, n°4, 1997, p. 175-185.
[39] *Les Echos*, 14 octobre 1994 ; « Grenoble : histoire d'eau », *Sud-Ouest*, 16 octobre 1996.
[40] LUSSAULT Michel, « Temps et récit des politiques urbaines », *op. cit.*, p. 116.
[41] Ce musée d'ethnographie régionale opéra une véritable mue modernisatrice dans les années post 1968.

« *première* mutuelle d'entraide ouvrière de France » (ganterie, 1803), le « *premier* planning familial » etc.

Enfin, de manière plus anecdotique mais néanmoins significative de la capacité du récit à resémentiser les lieux, les événements et les figures du passé urbain, on peut évoquer la reconquête de la figure de Stendhal. Une année de commémoration est organisée en 1983, à l'occasion du bicentenaire de la naissance de l'écrivain, pourtant contempteur de la bourgeoisie locale. Le journaliste Claude Francillon voit dans cette « réconciliation » le signe du renouvellement sociologique de la ville depuis 30 ans : « grâce notamment, aux apports extérieurs qu'exige la présence d'une puissante université et d'industries très évoluées techniquement »[42]. La ville adopterait finalement avec Stendhal, « l'un des plus jeunes parmi tous nos écrivains » selon Jack Lang, une figure culturelle ajustée à sa modernité. Vingt ans plus tard, lorsque prend enfin corps le projet de musée Stendhal, cette ligne de sens s'affirme encore dans la représentation d'un écrivain visionnaire qui aurait annoncé la mutation technologique de Grenoble avec un siècle d'avance :

> « Avec une rare clairvoyance, il a prévu non seulement l'évolution politique et les transformations sociales et culturelles qu'elle entraînerait, mais encore il a deviné l'essor qu'allaient prendre la technique, le machinisme, devenu de nos jours la robotique, et cette électronique qui marque un tournant de notre vie et de modes mêmes de l'expression[43]».

L'émergence de contre-récits

Le récit de la ville moderne assise sur une représentation téléologique du temps est si dominant qu'il donne naissance à un contre-récit qui n'est que son miroir inversé. On peut donner pour exemple le collectif informel *Pièces et main d'œuvre*, créé en 2000, dont le discours prend de manière radicale le contre-pied du progressisme en dénonçant l'idéologie technicienne, voire la « tyrannie technologique », et la dépossession de la compétence politique par les experts[44]. Ce discours reprend à son compte le Stendhal vilipendaire de la Grenoble bourgeoise contre le Stendhal prétendument annonciateur de la modernité technopolitaine. C'est aussi la tonalité générale du journal critique et satyrique d'information locale *Le Postillon*, créé en 2009.

Volet complémentaire de la contestation du récit technopolitain, la critique grenobloise se polarise sur la dénonciation de l'abandon des ambitions municipales en matière de politique sociale (le droit au logement, l'accueil des migrants) et de démocratie (la participation citoyenne aux décisions concernant les grands projets urbains). De manière significative, nombre de luttes urbaines à Grenoble mobilisent contre les atteintes portées à des institutions considérées à leur origine comme des « laboratoires ». L'une des plus emblématiques est la résistance organisée contre la fermeture et la destruction programmée du lycée Emmanuel Mounier, situé à la frontière des quartiers populaires du sud de la ville, qui fut « en son temps » un « laboratoire pédagogique » (*Le Monde*, 5 janvier 2011) et un « modèle de mixité sociale ». Cette mobilisation a constitué le terreau du « réseau citoyen » qui, trois ans plus tard, participa à porter Eric Piolle au pouvoir municipal.

[42] « La réconciliation de Grenoble avec Stendhal », *Le Monde*, 26 janvier 1983.

[43] Selon Victor del Litto pour le bicentenaire de sa naissance [https://www.lesechos.fr/2005/09/grenoble-se-reconcilie-avec-stendhal-615546].

[44] Une des premières actions du collectif fut d'interpeller les élus lors du Congrès du PS tenu en novembre 2000 à Grenoble, contre la pollution par l'automobile, la bétonisation et l'absence de démocratie locale.

4. Le récit de la transition ou les habits neufs du récit moderne (2014-2020)

> « Le maire écologiste doit en partie sa victoire au travail d'une poignée de militants qui démarraient leur combat politique quand lui-même voyait le jour, il y a quarante ans. » (« Grenoble, le coup d'Etat citoyen », *Le Monde*, 11 avril 2014).

Dès son entrée en politique (législatives de 2012), Eric Piolle a obtenu l'appui de militants écologistes ralliés à H. Dubedout pour la campagne de 1983. Ce sont eux qui font de lui un héritier, soulignant les résonances du Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes avec le mouvement citoyen du premier mandat Dubedout (1965-1971) et reliant le récit de leurs combats passés aux luttes récentes qui auraient permis la constitution de la nouvelle force politique[45]. Il est intéressant de noter, dans ce récit de l'héritage, le statut particulier accordé aux individualités : les deux maires apparaissent comme des incarnations du « modèle grenoblois », lequel leur préexiste depuis un temps indéterminé. Les destinées individuelles ne sont que des figures d'une destinée collective orientée vers la réalisation d'une ville modèle :

> « Ils ne sont pas originaires d'ici, mais ils incarnent chacun à leur manière le modèle grenoblois. Hubert Dubedout a permis la réalisation de grands travaux et Eric Piolle veut continuer à innover » (un proche d'Hubert Dubedout)[46].

Comment incarner le changement lorsqu'on est un héritier du récit moderne ? Si durant la campagne de 2014 le récit politique s'est construit autour de ce thème de la filiation, en référence au « premier moment Dubedout », celui de l'alliance citoyenne et politique, de l'innovation sociale et de la démocratie urbaine[47], la campagne de 2020 met davantage l'accent sur le passage à un « nouvel imaginaire », qui doit permettre de promouvoir Grenoble comme « ville du vingt-et-unième siècle ».

Le municipalisme, nouvelle figure du laboratoire politique

Ce travail sur l'imaginaire se caractérise par la proclamation de valeurs urbaines cristallisées en images (verbales et iconiques), telles celles déclinées par les onglets de la page « vie municipale » du site web de la ville : Grenoble au 21e siècle se revendique « durable », « solidaire », « émancipatrice », « citoyenne » et surtout, coiffant les valeurs précédentes, « ville de Demain ». Ce dernier énoncé intentionnel permet d'attester que les valeurs de la « ville en transition » respectent l'héritage du récit moderniste. Car, à Grenoble, le discours sur le futur porte nécessairement l'écho d'un passé mythifié. De tout temps Grenoble fut une ville de demain.

Le respect du mythe nécessite de reprendre le langage de l'innovation et d'inscrire le « nouvel imaginaire » dans la représentation d'un temps toujours linéaire et ascendant. En 2018, l'équipe municipale s'est refusée à l'idée d'une nouvelle candidature olympique mais candidate en revanche à l'obtention du label « capitale verte de l'Europe », en reprenant jusqu'à la caricature, pour sa

[45] Éric Piolle travaille lui-même cette filiation par la mise en récit de son parcours biographique. Il se dit volontiers issu d'un courant « catho-humaniste » et met en avant sa passion de la montagne. Certaines similitudes troublantes de son parcours semblent lui avoir facilité la tâche : né en 1973 à Pau d'une famille de la classe moyenne intellectuelle (son père est chercheur au Cnrs), il y a fréquenté le même lycée que son illustre prédécesseur, avant de choisir Grenoble en 1993 pour y poursuivre des études d'ingénieur. Cf. Eric Piolle, *Grandir ensemble. Les villes réveillent l'espoir*, Les liens qui libèrent, 2019.

[46] « Grenoble: Eric Piolle est-il le nouvel Hubert Dubedout? », *20 minutes*, 27 mars 2014.

[47] Cf. Jean-Luc Mélenchon présentant Grenoble comme « le laboratoire de la nouvelle gauche du 21e siècle », Le *Monde*, 1er avril 2014.

campagne de communication, les motifs de la ville « depuis toujours » innovante, pionnière et championne : « ici on est les super héros de la ville de demain ».

De fait, les éléments de continuité du récit urbain prédominent dans ce récit de la transition : toutes les thématiques du récit de la « ville du vingtième siècle » sont réinvesties pour construire le récit de la « ville de demain ». Ce récit politique rassemble sociologiquement des catégories aux caractéristiques semblables à celles qui composaient les GAM des années 1970[48]. La thématique du cadre de vie est réinvestie, renouvelée par une approche écologique reprenant à son compte la question de la participation citoyenne et la critique de l'Etat. Enfin, sur le plan de l'action urbaine, les mêmes espaces emblématiques sont requalifiés : la Villeneuve, ex « laboratoire de la mixité », se mue dans le nouveau siècle en « premier écoquartier populaire ».

Le « nouvel imaginaire » s'est donc moulé d'emblée dans le récit originaire de la ville modèle, mais il cherche à donner un nouveau contenu à l'idée de modernité qui le sous-tend. D'où l'accent mis sur les « valeurs », qui permet de construire de nouveaux clivages au sein même des représentations du progrès. Il s'agit de passer de l'imaginaire dominant de la technopolis (toujours bien ancré dans la praxis urbaine[49]) à celui de l'ecopolis, présentée comme la véritable figure progressiste de ce siècle. Ainsi, passer du 20e siècle au 21e siècle c'est promouvoir la coopération internationale plutôt que la compétition, les critères de « bien être » et de « bien vivre » plutôt que la rationalité comptable, les sciences sociales plutôt que les « sciences dures » etc. Mais la promotion de ces valeurs s'inscrit toujours dans le cadre global de la guerre économique et de la compétition urbaine, marqué par la quête des classements et labellisation « d'excellence »[50].

Cette insertion résolue dans des réseaux transnationaux (*fearless cities*, villes en transition) oriente aujourd'hui l'action urbaine et opère un changement d'échelle du récit de la ville modèle. Grenoble revendique son adhésion au mouvement municipaliste, qui réunit villes et métropoles défendant des valeurs alternatives de coopération, d'hospitalité, de gouvernance « horizontale » pour une gestion partagée des biens communs, ainsi que la décentralisation et le translocalisme[51]. Forte de la légitimité de l'expérience fondatrice des années 1960-70, la ville de Grenoble, par la voix de son maire, peut se poser en inspiratrice d'un nouveau pouvoir municipal, seul à même de répondre aux enjeux de ce siècle : « Les villes en avance viennent à Grenoble tous les deux ans »[52]. Mais alors que la Grenoble des années 1960 construisait sa vocation de modèle national tout en défendant l'autonomie municipale, la Grenoble de 2020 cultive, au nom du progrès, un récit d'opposition de « Nous, les villes »[53] à des Etats-nation obsolètes. Il ne s'agit plus d'inviter à « ensemble, refaire la ville », enjeu d'un vingtième siècle devant adapter son urbanisation à la société contemporaine, mais d'inviter les villes à « ensemble, refaire le monde ».

[48] SELLIER Michèle « Les groupes d'action municipales », *Sociologie du travail*, 19e année n°1, Janvier-mars 1977. p. 41-58.
[49] Cf. AMBROSINO Charles, TALANDIER Magali, LINOSSIER Rachel, « La technopole qui se rêvait métropole », *Géographie, économie, sociétés*, 2016/3, vol. 18, p. 409-427.
[50] BEAL Vincent, « "Trendsetting cities" : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales », *Métropolitiques*, 30 juin 2014 [https://www.metropolitiques.eu/Trendsetting-cities-les-modeles-a-l-heure-des-politiques-urbaines-neoliberales.html].
[51] DAU Elisabeth, « L'expérience municipaliste. Un autre possible politique depuis les villes et les villages, *Revue du Mauss*, 2019/2, n°54, p. 69-79.
[52] Eric Piolle, à propos de la Biennale des villes en transition, dans *Grandir ensemble*, *op. cit*., p. 14.
[53] Id, *op. cit*., p. 228.

La valeur sociale inédite du passé grenoblois

Plus qu'un véritable changement d'état du récit grenoblois, que nécessiterait selon le dictionnaire, l'idée de « transition », on peut lire dans la séquence politique ouverte en 2014 la quête d'une refondation du mythe moderne *via* la redéfinition d'une politique symbolique[54]. Qui dit refondation dit travail narratif sur les « commencements ». Or la municipalité Piolle se distingue des précédentes par l'attention portée sur le passé urbain.

L'une de ses premières actions, annoncée dans le programme de 2014, fut ainsi la tentative de re-ritualisation de la vie publique à partir d'un événement mythifié de l'histoire politique : la Journée des Tuiles le 7 juin 1888. Au-delà de l'objectif affiché de retisser du lien social par la création d'une fête citoyenne, la mobilisation de cet épisode pré-révolutionnaire permet d'ancrer le récit du municipalisme dans une période historique de référence élargie, qui enjambe le moment Dubedout, lequel n'apparaît donc plus comme le moment matriciel de la ville.

Outre cet usage politique d'un épisode historique, on note dans la période 2014-2020 une prise en charge inédite du patrimoine urbain, en rupture avec l'image d'une ville qui n'investit guère dans l'entretien de l'héritage, y compris celui représentatif de la pleine modernité (comme la tour Perret ou les anciens équipements olympiques). A peine élue, la ville, *via* sa Direction des affaires culturelles s'est ainsi engagée dans une candidature pour l'obtention du label Ville d'Art et d'Histoire, qui fait suite à la création d'une AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) voulue par la municipalité socialiste précédente[55]. L'argumentaire de la candidature insiste notamment « sur la longue histoire de ville fortifiée » et le modelage de ses formes urbaines par cette fonction militaire, renouant par là avec le récit classique. L'obtention du label (2017) s'est en outre traduite par un effort de mise en récit de « tout le passé » de la ville, notamment à travers une plateforme internet dédiée[56].

Dans cette période, il est probable que la montée en puissance du thème du patrimoine dans le récit urbain tienne surtout du mimétisme des villes à prétention métropolitaine qui se doivent chacune de posséder un « centre historique » à valoriser[57]. Toutefois, l'insistance du discours municipal sur l'importance de « renouveler le regard » et « susciter l'attachement des habitants à leur ville et son patrimoine » (*Place Grenet*, 12.09.2017) interpelle, de même que la désignation du patrimoine comme « bien commun », aux côtés de l'eau, de l'air, des connaissances, de l'énergie et des espaces publics[58]. Ce souci de revendiquer pour Grenoble une valeur d'historicité colore le récit urbain de façon nouvelle. Pour la première fois depuis l'avènement du récit de la ville moderne, les notions d'innovation, de rupture, de futur sont battues en brèche par celle d'héritage, de fidélité au passé et l'irruption d'un « nous » historicisé.

Conclusion

Le cas de Grenoble illustre l'importance de la « mémoire » du territoire urbain, dont la maîtrise est indispensable à la construction d'une légitimité politique[59]. La fonction du récit de ville est d'opérer

[54] SFEZ Lucien, *La politique symbolique* [1978], Paris, PUF, 1993.
[55] AVAP créée par délibération du Conseil municipal le 18 novembre 2013, en remplacement de l'ancienne ZPPAUP créée en 2005.
[56] www.grenoble-patrimoine.fr.
[57] En atteste la lecture du Schéma métropolitain de développement touristique 2016-2020. Le patrimoine urbain, à l'instar du *street art*, entre résolument dans une démarche de promotion du territoire.
[58] PIOLLE Eric, *Grandir ensemble*, *op. cit*, p. 137.
[59] LUSSAULT Michel, *art. cit*., 2001, p. 155.

l'articulation de cette mémoire et du projet urbain, par laquelle, comme le soulignait Jean Chesneaux, la ville peut affirmer « son inscription dans le devenir social, son aptitude à « habiter le temps[60] ». De ce point de vue, le « moment Dubedout », fut un temps de cristallisation d'un récit urbain pré-constitué autour de l'idée de progrès et l'image de la lutte entre innovateurs-entrepreneurs et bourgeoisie conservatrice, le nouveau monde et l'ancien monde. La mémoire de ce moment refondateur du récit de modernité oblige depuis les acteurs urbains et en permet la pérennité.

Cependant, la nouvelle figure de la « transition », tout en réactualisant le récit de modernité, introduit une incertitude quant au rapport à la temporalité qu'entretiennent aujourd'hui les acteurs de la ville. D'un côté, la persistance d'un récit urbain dominant articulé autour de la figure du progrès semble attester que cette ville a décidemment échappé à la « crise du temps » qui affecterait nos sociétés depuis les années 1980[61]. De l'autre, la place inédite accordée au passé dans le récit et l'action urbaine semble vouloir réconcilier le récit de modernité et le récit classique d'une ville ancrée dans une histoire ancienne dont il s'agit d'honorer les traces. Par ailleurs, à y regarder de près l'incapacité du récit politique à s'affranchir depuis les années 1980 de l'univers matriciel de la période Dubedout laisse entrevoir un rapport de plus en plus ambigu à ce moment que l'on commémore désormais, mais qui s'efface peu à peu dans la mémoire vivante de la ville.

Cette incertitude quant à la temporalité portée aujourd'hui par le récit grenoblois se double d'un questionnement sur ce qu'il en est de la singularité de cette ville, condamnée à faire oublier qu'elle fut « du vingtième siècle » pour maintenir sa vocation de « laboratoire » et de « modèle », dans l'univers aujourd'hui standardisé des trend setting cities.

Quoiqu'il en soit, on ne peut que souligner au final le caractère hégémonique, comme tout récit des « temps modernes », de ce récit grenoblois, qui procède encore et toujours par simplification et négation de la multiplicité des récits et des temps vécus et de leur possible conflictualité[62]. Ceux-là se manifestent pourtant, à la marge du grand récit de la ville moderne, à travers des contestations, mais aussi des désirs d'intégration dans la représentation officielle de la mémoire et du devenir urbain. La pluralité intrinsèque du récit de ville est sans doute un champ de recherche encore à explorer.

[60] CHESNEAUX Jean, « Mémoire urbaine et projet urbain », in Paquot Thierry, *op. cit*., p. 107.

[61] HARTOG François, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Le Seuil, 2003.

[62] Cf. sur ce point la réflexion de Jacques Rancière, *Les temps modernes. Arts, temps, politique*, Paris, La Fabrique éditions, 2018, p. 13-47.